

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Le Luxembourg se félicite de l'organisation de ce débat sur le troisième rapport annuel de la Commission de consolidation de la paix et sur le Fonds pour la consolidation de la paix. Mon pays s'associe pleinement à la déclaration du Représentant de la Suède au nom de l'Union européenne.

Monsieur le Président,

L'axiome selon lequel « il ne peut y avoir de sécurité sans développement, ni de développement sans sécurité, et l'une comme l'autre dépendent du respect des droits de l'homme », est particulièrement vrai dans les situations de post-conflit.

Voilà en réalité le mandat de la Commission de consolidation de la paix, qui, près de quatre années après son établissement, garde toute sa validité.

Tirant les enseignements de ses premières années d'activité, il nous semble plus évident que jamais que la Commission a sa place dans l'architecture institutionnelle onusienne, qu'elle comble une lacune évidente au sein du système.

L'entreprise de consolidation de la paix et de la réconciliation après les conflits doit être menée de façon coordonnée, cohérente et intégrée pour qu'une paix durable puisse s'instaurer; elle implique la mise en commun de toutes les ressources disponibles et le dépassement des limitations structurelles et organisationnelles traditionnelles.

La Commission a œuvré à jouer ce rôle de coordination à l'intérieur et à l'extérieur et à resserrer les liens entre les différents organismes onusiens, organisations régionales et institutions financières internationales. Cet effort de coordination devra se poursuivre, et s'intensifier encore associant tous les acteurs politiques, économiques et humanitaires, de sécurité et de développement aussi bien sur le terrain qu'au siège, tout comme la société civile, à l'élaboration de stratégies véritablement intégrées.

Nous saluons dans ce contexte la prise en compte par le Conseil de sécurité des recommandations de la Commission de consolidation de la paix en transformant les Missions en Guinée-Bissau, Sierra Leone et République centrafricaine en Missions intégrées de consolidation de la paix. Le rôle consultatif de la Commission auprès du Conseil en matière de consolidation de la paix pourrait, et devrait toutefois, de notre avis, être renforcé à l'avenir, avant tout au stade de la formulation des mandats d'opérations de maintien de la paix par le Conseil de sécurité. Le maintien d'une approche strictement séquentielle en matière de maintien et de consolidation de la paix nous semble de plus en plus artificiel voire contre-productif.

En ce qui concerne les relations de la Commission de consolidation de la paix avec un autre organe principal des Nations Unies, à savoir, le Conseil économique et social, un renforcement s'impose, là aussi. Fort de son savoir-faire et de son expérience uniques dans la gestion des problèmes liés au développement des pays qui sortent d'un conflit, le Conseil économique et social peut contribuer de manière significative et de bien des façons aux travaux de la Commission. C'est pourquoi, ensemble avec le Président de la Commission, l'Ambassadeur Munoz, j'ai œuvré, au cours de l'année passée, en ma capacité de Présidente du Conseil, à développer une coopération plus étroite. Ces efforts commencent à porter leurs fruits. Ainsi le Président a participé à plusieurs débats au niveau du Conseil économique et social sur les défis et besoins particuliers des pays qui sortent d'un conflit, et le 29 octobre dernier, le Conseil et la Commission ont tenu, en partenariat avec le Programme alimentaire mondial, une première réunion conjointe, qui a examiné l'impact des crises alimentaire et économique dans les pays sortant d'un conflit, à laquelle le Secrétaire général a également participé. Le Conseil a par ailleurs demandé lors de sa session de fonder un engagement accru avec la Commission, y compris avec les différentes formations-pays.

Pour ce qui est de la mise en œuvre du deuxième volet du mandat de la Commission de consolidation de la paix, à savoir, la mobilisation de ressources, la Commission devrait continuer à renforcer ses activités de sensibilisation et auprès des donateurs traditionnels et auprès des partenaires non traditionnels tels que les diasporas, les fondations privées ou le secteur privé, surtout en ces temps de crises. La « dividende de la paix » ne doit pas rester un concept vide. Les populations dans les pays concernés doivent voir une amélioration concrète de leur situation même si cela implique une plus grande prise de risque de la part des donateurs par rapport aux financements ordinaires du développement. La Commission de consolidation de la paix devrait, de notre avis, aussi encourager les donateurs dans les pays post-conflits à mieux coordonner et aligner leur aide sur les priorités établies dans les stratégies nationales de développement, et ce en étroite coopération avec les pays concernés qui doivent assumer leur part de responsabilité dans la consolidation de la paix.

Les formations-pays ont joué ces dernières années un rôle croissant dans la formulation d'avis et de conseils stratégiques pour l'établissement de priorités en matière de financement, ainsi que pour l'utilisation du Fonds pour la consolidation de la paix, ce que nous saluons. Si l'efficacité du Fonds peut certes encore être améliorée, en mettant notamment en œuvre des principes essentiels repris dans le mandat révisé, tels que la transparence, la souplesse, la rapidité, l'effet de catalyseur ou la prise en main des programmes par les bénéficiaires, le Fonds peut incontestablement jouer un rôle d'apport important en matière d'instauration d'une paix durable. C'est pourquoi le Luxembourg compte maintenir son appui financier au Fonds, et de manière générale aux activités de consolidation de la paix.

Monsieur le Président,

La réussite de la Commission sera majoritairement mesurée en fonction de sa capacité d'éviter que les pays sur son agenda ne retombent dans un conflit et de produire des

résultats concrets pour les populations sur le terrain. Elle devra toutefois aussi se donner les moyens, et ce de manière renforcée par rapport à aujourd'hui, de porter conseil à d'autres pays sortant de crise : la Commission de consolidation de la paix doit être pertinente pour un plus grand nombre. Afin de consolider durablement la paix, il faut viser à la fois des objectifs sécuritaires à court terme tout en poursuivant des objectifs de développement à moyen et à long terme. Le maintien de la paix et de la sécurité suppose un engagement permanent au niveau de la communauté internationale, tant dans le domaine de la prévention des conflits que dans celui du rétablissement de la paix et de la reconstruction. Pour cette raison, il est crucial d'investir parallèlement dans la médiation et la prévention des conflits pour éviter une rechute dans la violence.

Si le mandat du Luxembourg en tant que membre du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix viendra à sa fin au 31 décembre 2009, je puis vous assurer que le Luxembourg compte rester pleinement engagé dans les travaux de la Commission étant aujourd'hui, plus que jamais, convaincu du caractère crucial de son action.

Je vous remercie.